

Rapport Annuel 1971

Société de Fiducie du Québec

C
dup.

OWARD ROSS LIBRARY
OF MANAGEMENT
APR 3 1987
McGILL UNIVERSITY



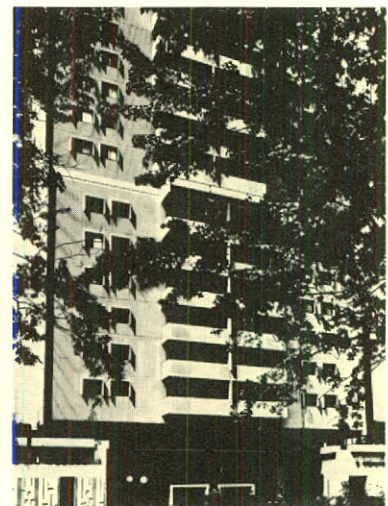
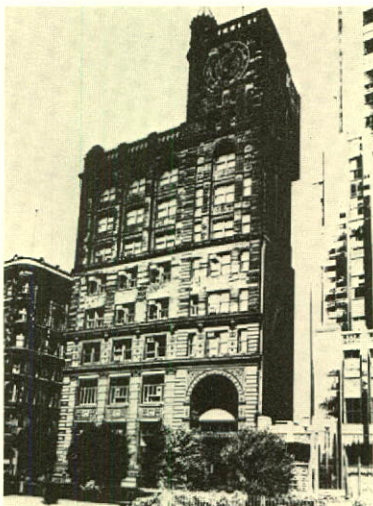
TABLE DES MATIÈRES

| | PAGE |
|------------------------------|------|
| FAITS SAILLANTS | 2 |
| MESSAGE DU PRÉSIDENT | 3 |
| REVENUS ET DÉPENSES | 5 |
| BILAN | 6 |
| NOTES AU BILAN | 8 |
| RAPPORT DU DIRECTEUR GÉNÉRAL | 10 |
| NOS SERVICES | 16 |



Faits saillants

| | 1971 \$ millions | 1970 \$ millions | Augmentation % |
|---------------------------|----------------------------|----------------------------|--------------------------|
| Actif total de la Société | 194.2 | 135.5 | 43.32 |
| Revenus | 14.9 | 13.1 | 13.74 |
| Dépenses | 14.6 | 12.9 | 13.18 |
| Bénéfices | .3 | .2 | 50.0 |
| Biens administrés | 619.3 | 309.3 | 100.23 |
| Hypothèques administrées | 59.0 | 44.5 | 32.58 |
| Fonds Garantis | 190.0 | 131.8 | 44.16 |
| Fonds Desjardins "B" | 7.1 | 3.8 | 86.84 |
| Personnel de la Société | (pers.) 397 | (pers.) 245 | 62.04 |



message du président

En dépit d'une conjoncture économique plutôt défavorable, l'année 1971 aura été une autre période des plus fructueuses pour notre société. Vous pourrez d'ailleurs vous en rendre compte en prenant connaissance des états financiers dans les pages suivantes et en lisant le rapport du directeur général.

Nos nouvelles structures administratives:

Les nouvelles structures administratives approuvées par le conseil d'administration et mises en place vers la fin 1970, ont permis de mieux répartir les responsabilités et les rôles entre notre siège social et nos succursales; c'est dans cette perspective que la succursale de Montréal a été organisée comme entité distincte du siège social même si les deux logent dans le même édifice.

Ces modifications aux structures de même que l'arrivée de nouveaux collaborateurs au niveau des cadres visaient essentiellement à mieux servir une clientèle toujours croissante; nous avons voulu également prévoir la croissance de notre entreprise au cours des prochaines années.

Progression de nos affaires en 1971:

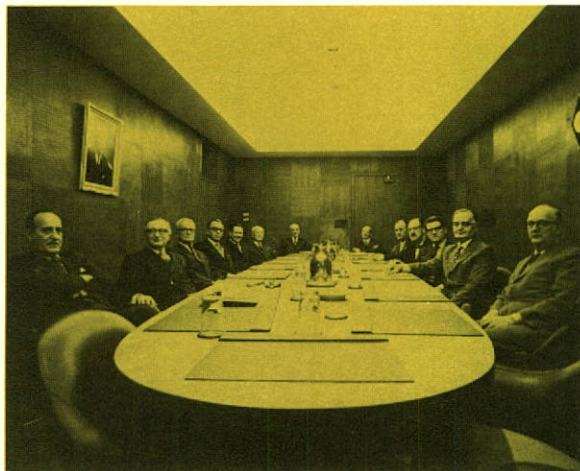
Nous avons connu, au cours de la dernière année, des progrès marqués dans toutes nos sphères d'activités mais plus particulièrement dans le secteur de la garde des valeurs, de l'évaluation immobilière, des prêts hypothécaires, la gestion des portefeuilles et le courtage immobilier. Notre service de courtage immobilier est

solidement implanté non seulement à Montréal mais également à nos succursales de Québec et de Sherbrooke. C'est avec une légitime fierté que grâce à nos effectifs et au volume de nos affaires de courtage que notre Société occupe maintenant le premier rang des entreprises francophones en courtage immobilier.

Compte tenu de l'ampleur que prend ce service et des possibilités que nous offre son vaste champ d'action, notre société a toujours voulu s'assurer une équipe d'agents d'Immeuble compétents et consciencieux; c'est donc à la satisfaction de nos agents d'immeuble qu'au mois d'août dernier nous avons instauré un système de commissions garanties. Notre entreprise est la seule à offrir un tel avantage et nous souhaitons que tous nos agents se qualifient pour bénéficier de ce plan. Vers la fin de 1971, nous avons établi un bureau de courtage immobilier à Trois-Rivières ce qui constitue la première étape de l'implantation d'une succursale dans cette ville.

C'est à la fin de juin que nous avons lancé le "Fonds Interville", fonds commun coopératif de placements à l'intention des régimes de rentes des employés municipaux du Québec. Pour nous assister dans notre rôle de fiduciaire de ce fonds, nous avons constitué un comité de liaison présidé par l'un de nos collègues, monsieur Cyrille Bélanger, C.A.

Enfin, l'an dernier le rôle de notre société dans la gestion des portefeuilles a été, lui aussi, considérablement élargi. Le nombre croissant de nos mandats, l'importance de nos effectifs, et leur grande expérience démontrent que nous jouons véritablement un rôle de



spécialiste comme conseillers en placements et gestionnaires de portefeuilles et ce, non seulement au sein du Mouvement Desjardins mais aussi à l'extérieur.

Nouvelles succursales:

Non content de nos succès passés, nous nous proposons d'ouvrir deux nouveaux bureaux au cours de 1972, l'un à Rimouski et l'autre à Chicoutimi afin de dispenser nos principaux services dans ces régions dont celui du courtage immobilier. Nous voulons également poursuivre nos recherches en vue de rendre tous nos services de plus en plus accessibles par l'entremise des caisses populaires; des consultations ont été entreprises à la fin de 1971 en vue de réaliser cet objectif particulièrement dans le domaine des prêts hypothécaires.

Nos ressources humaines:

Notre entreprise comptait 397 employés à la fin de 1971, soit 152 collaborateurs de plus qu'à la fin de 1970. C'est dire que dès la fin de 1971, nous avons pris des dispositions pour occuper tout l'édifice du 511 Place D'Armes.

Toujours soucieux d'offrir des services de qualité à notre clientèle, vos administrateurs ont approuvé un nouveau plan de formation de notre personnel comprenant des programmes internes de formation tout en continuant à inciter nos employés à suivre des cours de perfectionnement au niveau des C.E.G.E.P. ou de l'université.

Conclusion:

En terminant ce message je veux rendre hommage aux artisans de nos succès: notre clientèle de plus en plus nombreuse et le Mouvement des Caisses Populaires Desjardins qui nous témoignent une confiance et un appui constants.

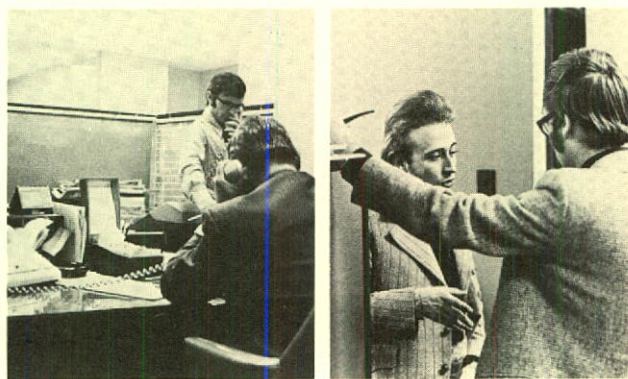
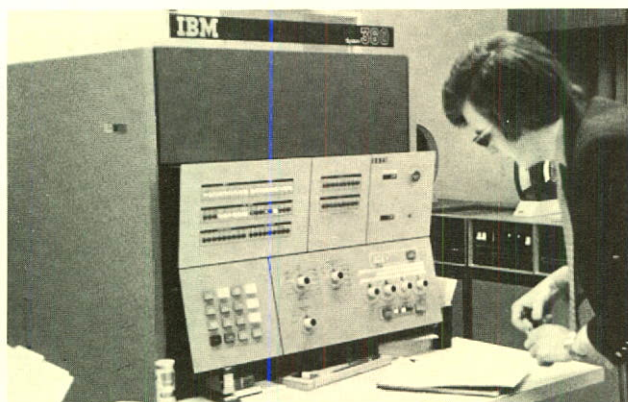
Nous reconnaissons, de plus, que les réalisations dont nous avons raison d'être fiers sont aussi le fruit de la compétence et du bon travail de tous les membres de notre personnel que nous remercions sincèrement.

Enfin, je tiens à remercier mes collègues du conseil d'administration et du comité exécutif pour l'intérêt soutenu qu'ils portent à notre société.

Le président

L. Édouard Morier.

L. Édouard Morier, notaire



revenus et dépenses au 31 décembre

| | 1971 | 1970 |
|---|----------------------|-----------------------|
| REVENUS | | |
| Honoraires et commissions | \$ 2 004 983 | \$ 1 417 018 |
| Revenus de placements | 12 933 594 | 11 688 095 |
| | <u>14 938 577</u> | <u>13 105 113</u> |
| | ----- | ----- |
| DÉPENSES | | |
| Intérêts versés | 11 575 606 | 10 585 861 |
| Salaires et autres bénéfices pour le personnel | 1 973 596 | 1 473 342 |
| Autres frais d'administration | 1 059 878 | 823 741 |
| | <u>14 609 080</u> | <u>12 882 944</u> |
| BÉNÉFICES DE L'ANNÉE | 329 497 | 222 169 |
| DÉFICIT AU DÉBUT | 380 666 | 602 835 |
| | <u>380 666</u> | <u>602 835</u> |
| DÉFICIT À LA FIN | \$ 51 169 | \$ 380 666 |
| | <u><u>51 169</u></u> | <u><u>380 666</u></u> |

bilan au 31 décembre

| ACTIF | 1971 | 1970 |
|--|----------------------|----------------------|
| ACTIFS DÉTENUS POUR LES COMPTES GARANTIS | | |
| Encaisse et certificats de dépôts | \$ 9 313 588 | \$ 6 155 740 |
| Titres, au coût (note 1) | 68 505 931 | 39 281 989 |
| Prêts sur nantissements | 9 313 244 | 13 943 752 |
| Prêts sur billets | 50 266 616 | 28 322 836 |
| Avances aux clients | 6 172 663 | 7 203 497 |
| Hypothèques | 45 197 626 | 36 336 231 |
| Immeubles acquis par saisies d'hypothèques | 1 257 871 | 606 605 |
| | <u>190 027 539</u> | <u>131 850 650</u> |
| ACTIFS DE LA SOCIÉTÉ | | |
| Encaisse | 83 718 | 67 055 |
| Titres, au coût (note 1) | 1 718 392 | 1 811 831 |
| Comptes à recevoir | 1 047 990 | 643 649 |
| Prêts sur billets | 128 735 | 172 634 |
| Hypothèques | 656 562 | 705 662 |
| Immobilisations moins amortissements | 351 474 | 193 781 |
| Immeubles acquis par saisies d'hypothèques | 19 322 | 24 322 |
| Autres éléments d'actif | 126 532 | 24 496 |
| | <u>4 132 725</u> | <u>3 643 430</u> |
| | <u>\$194 160 264</u> | <u>\$135 494 080</u> |
| Signé pour le conseil d'administration. | | |
| L. Edouard Morier, notaire, administrateur Cyrille Bélanger, C.A., administrateur | | |

**RAPPORT
DES
VÉRIFICATEURS**

Aux actionnaires de
Société de Fiducie du Québec

Nous avons examiné le bilan de Société de Fiducie du Québec au 31 décembre 1971 et l'état des revenus, dépenses et du déficit pour l'année terminée à cette date. Nous avons obtenu tous les renseignements et les explications que nous avons demandés. Notre examen a comporté une revue générale des procédés comptables, tels sondages des livres et autres preuves à l'appui que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances et nous avons contrôlé l'existence des valeurs appartenant à la Société et celles détenues pour les clients et les comptes garantis.

Les biens sous administration et les biens des comptes garantis sont tenus séparément des biens appartenant à la compagnie et sont portés aux livres de celle-ci de façon à indiquer le compte auquel ils appartiennent.

| PASSIF ET PART DES ACTIONNAIRES | 1971 | 1970 |
|---|----------------------|---------------|
| COMPTES GARANTIS — FONDS EN FIDUCIE | | |
| Dépôts à terme (note 2) | | |
| Mouvement des Caisses Populaires Desjardins | \$ 67 164 442 | \$ 47 774 757 |
| Autres déposants | 122 863 097 | 84 075 893 |
| | 190 027 539 | 131 850 650 |
| PASSIF DE LA SOCIÉTÉ | | |
| Comptes à payer | 268 894 | 109 096 |
| PART DES ACTIONNAIRES | | |
| Capital-actions (note 3) | 3 915 000 | 3 915 000 |
| Déficit | (51 169) | (380 666) |
| | 3 863 831 | 3 643 430 |
| | \$194 160 264 | \$135 494 080 |

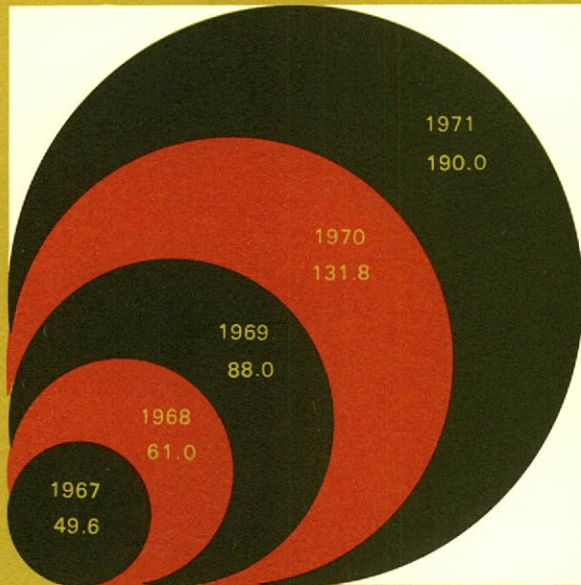
A notre avis, autant que nous puissions en juger par les renseignements et les explications qui nous ont été donnés et d'après ce qu'indiquent les livres, ces états financiers sont rédigés de manière à représenter fidèlement l'état véritable et exact des affaires de la Société au 31 décembre 1971 ainsi que ses résultats d'exploitation pour l'année terminée à cette date, conformément aux principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'année précédente.

Samson, Bélair, Côté, Lacroix et associés.
Comptables agréés

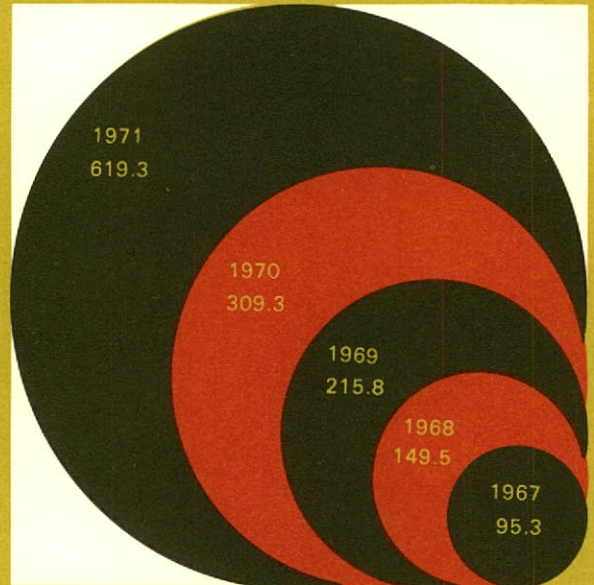
Montréal, ce 22 février 1972

notes au bilan

| NOTE 1 — TITRES, au coût | 1971 | 1970 |
|---|----------------------|----------------------|
| Comptes garantis | | |
| Obligations émises par le gouvernement du Canada | \$ 1 973 130 | \$ 3 087 784 |
| Obligations émises ou garanties par des gouvernements provinciaux | 35 854 136 | 19 340 896 |
| Obligations émises par des municipalités et commissions scolaires | 13 991 115 | 6 866 769 |
| Obligations émises par des corporations | 16 650 550 | 9 936 819 |
| | <u>68 468 931</u> | <u>39 232 268</u> |
| Actions | 37 000 | 49 721 |
| | <u>\$ 68 505 931</u> | <u>\$ 39 281 989</u> |
| Fonds de la Société | | |
| Obligations garanties par le gouvernement provincial | | 134 784 |
| Obligations émises par des municipalités et commissions scolaires | 530 083 | 530 083 |
| Obligations émises par des corporations | 194 330 | 203 346 |
| | <u>724 413</u> | <u>868 213</u> |
| Actions | 993 979 | 943 617 |
| | <u>\$ 1 718 392</u> | <u>\$ 1 811 830</u> |
| <p>Le coût des obligations du Canada, des provinces et de celles garanties par des provinces, ajouté à la valeur du marché des autres placements, donne un total de \$69,659,076 au 31 décembre 1971 et \$38,962,339 au 31 décembre 1970.</p> | | |
| NOTE 2 — DÉPÔTS À TERME | | |
| Les échéances de ces dépôts sont comme suit | | |
| Un an et moins | 40% | 53% |
| Un an à cinq ans | 60% | 47% |
| NOTE 3 — CAPITAL-ACTIONS | | |
| Autorisé | | |
| 50,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune | | |
| Emis et payé | | |
| 39,150 actions | \$ 3 915 000 | \$ 3 915 000 |
| | <u>\$ 3 915 000</u> | <u>\$ 3 915 000</u> |
| NOTE 4 — ENGAGEMENTS | | |
| Les engagements contractuels relativement aux baux de la compagnie pour les cinq prochaines années sont de \$351,730. | | |



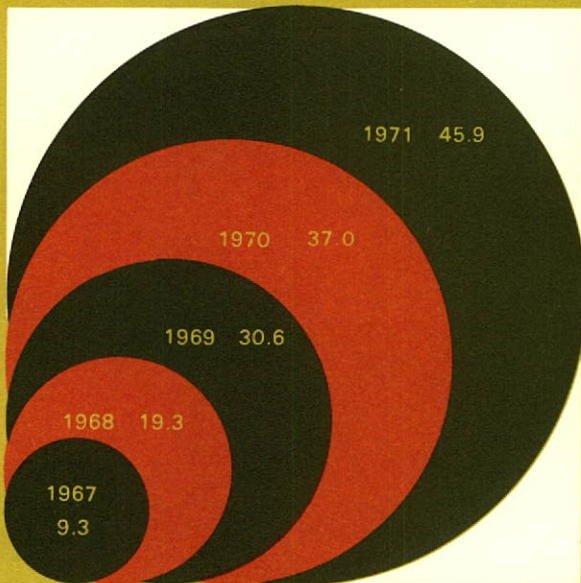
DÉPÔTS GARANTIS



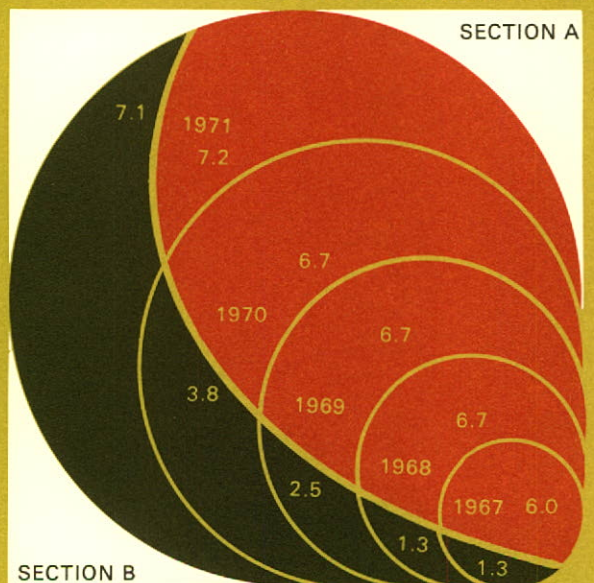
BIENS ADMINISTRÉS

\$ millions

HYPOTHÈQUES EN COURS



LE FONDS DESJARDINS - ACTIF



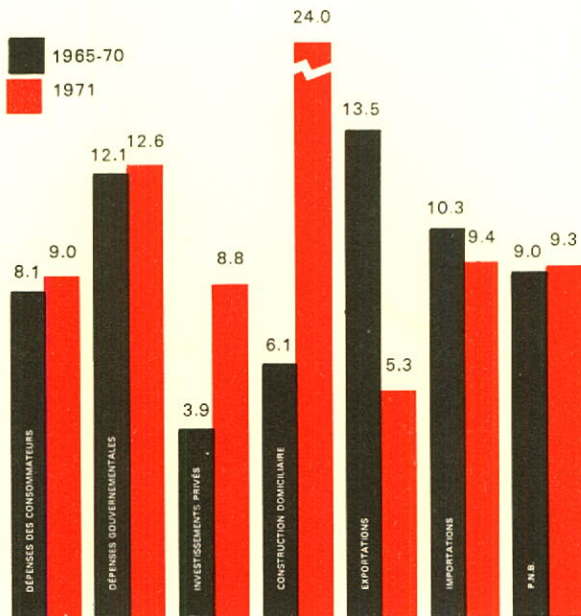
rapport du directeur général

L'année 1971 a été un mélange de situations et d'événements qui ont affecté parfois d'une façon positive le plus souvent d'une façon négative, l'activité économique canadienne, nord américaine et même mondiale.

Si on voulait dresser un bilan de ces divers facteurs, nous pourrions sans doute inscrire à l'actif la baisse progressive des taux d'intérêt, l'augmentation des bénéfices des sociétés, un meilleur contrôle sur l'inflation au Canada et une certaine reprise de l'activité économique particulièrement dans le secteur de la construction domiciliaire.

Par ailleurs, la crise monétaire internationale qui a atteint son point culminant lors du désormais célèbre "discours Nixon" en août 1971, le taux élevé du chômage, les conflits armés dans différentes régions du globe, l'attitude prudente voire craintive de l'investisseur, sont autant de facteurs qui s'inscrivent au passif de ce même bilan. Quant à la réforme fiscale, votée à la toute fin de 1971, il est encore trop tôt pour pouvoir en évaluer les effets sur l'économie canadienne.

CROISSANCE DE L'ÉCONOMIE CANADIENNE
(TAUX DE CROISSANCE)



La Fiducie du Québec en 1971

Pour notre société, l'année 1971 a été une autre période d'activités intenses et de progrès marqués dans tous les domaines.

A - LES ÉTATS FINANCIERS:

Les revenus et dépenses:

Nos revenus de placement, d'honoraires et de commissions se sont élevés à \$14.9 millions soit une augmentation de \$1.8 million par rapport à 1970; nous tenons à souligner que nos revenus provenant d'honoraires et de commissions se sont accrues d'au delà de 40% au cours de la dernière année.

Au chapitre des dépenses, les intérêts versés à nos diverses catégories de déposants totalisent \$11.6 millions et représentent 79.2% de nos déboursés totaux. Par ailleurs, les dépenses de salaires, bénéfices au personnel et autres dépenses administratives dépassent \$3 millions soit une augmentation de \$736,000. — par rapport à 1970.

En dépit d'augmentations de 40 à 100% dans plusieurs secteurs d'activités, les revenus qui proviennent de ces augmentations fantastiques ne sont que partiellement reflétés à nos états de 1971 puisqu'un grand nombre de nouveaux mandats ont été obtenus au cours du dernier semestre de l'an passé.

Nos revenus nets ont été de \$329,000. soit un peu plus de \$100,000. qu'en 1970; malgré tous nos efforts pour amortir le solde de notre déficit accumulé nous avons terminé l'année 1970 avec une balance de \$51,000. — à cette rubrique.



Le bilan:

Tous les postes de notre bilan indiquent des augmentations substantielles: portefeuille de placement, prêts hypothécaires en cours, dépôts à terme, etc. A la suite des difficultés particulières au secteur de la construction, notre société a dû compléter au cours de 1971 un travail commencé en 1970 en reprenant un certain nombre de propriétés sur lesquelles nous avions consenti un prêt hypothécaire; des provisions adéquates ont été comptabilisées et chacun de ces dossiers reçoit une attention particulière de façon à pouvoir conserver leur pleine valeur à ces placements.

Le solde de nos dépôts à terme est passé de \$131.8 millions à \$190.0 millions au cours des douze derniers mois. La structure de nos dépôts à terme a considérablement évolué puisqu'au 31 décembre dernier, 60% de nos dépôts avaient une échéance de plus d'un an alors qu'en 1968, cette même catégorie ne représentait que 34% de nos dépôts. Pour la première fois, nous identifions d'une façon séparée les dépôts provenant du Mouvement des Caisses Populaires Desjardins (35.7%) des dépôts provenant du public et de nos clients en général; dans cette dernière catégorie nous classons les dépôts provenant d'individus, dépôts qui représentent 27.4% du total.

Notre actif consolidé totalisait \$194. millions au 31 décembre 1971 soit une augmentation d'au delà de 43% par rapport à 1970.

Les biens administrés:

ENFIN, AU 31 DÉCEMBRE 1971 NOTRE SOCIÉTÉ ADMINISTRE DES BIENS D'UNE VALEUR DE \$619.3 MILLIONS SOIT LE DOUBLE DE LA VALEUR DES BIENS ADMINISTRÉS À LA FIN DE 1970.

B - NOS SERVICES:

Le Fonds Desjardins:

La valeur des unités de la section "A" du Fonds Desjardins se situait, à la fin de 1971, un peu au dessus de la valeur au 31 décembre 1970; ce résultat est dû à la reprise du marché au cours du dernier trimestre de l'an passé. La valeur des nouveaux dépôts a été inférieure à celle de 1970 alors que les retraits ont augmenté au cours des douze derniers mois; cependant, la différence entre les dépôts et les retraits reste largement positive de sorte que nos adhérents se sont mieux comportés que l'ensemble des souscripteurs à différents autres modes de placement de même nature.

Pour sa part, la section "B" continue de jouir de la faveur de la clientèle des caisses. Les taux d'intérêt élevés sur les prêts hypothécaires nous ont permis de payer un revenu substantiel de sorte que le nombre d'adhérents s'est multiplié et que les nouveaux dépôts ont atteint \$3.7 millions soit plus du double du montant de 1970.

Les prêts hypothécaires:

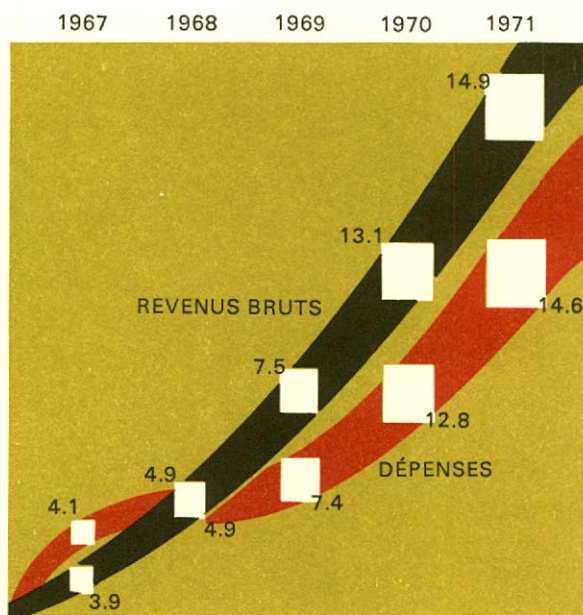
Nous avons autorisé 1,355 nouveaux prêts hypothé-

caires au cours de 1971 pour une valeur de \$29.6 millions; 1,155 de ces prêts étaient pour des montants de moins de \$25,000. — de sorte que nous avons poursuivi notre politique établie depuis les débuts: favoriser le petit emprunteur et répartir nos prêts aussi proportionnellement que possible par rapport à la provenance de nos dépôts.

Cependant, à mesure que notre budget de prêts hypothécaires augmente nous éprouvons de plus en plus de difficultés à maintenir cette politique tout en offrant un service rapide et efficace; il y a également une question de rentabilité dont les conséquences ne sont pas négligeables. Nous envisageons donc la possibilité de décentraliser l'acceptation de nos prêts hypothécaires au niveau de la caisse populaire locale afin de pouvoir mieux servir notre vaste clientèle; un projet est à l'étude en collaboration avec les unions régionales et nous espérons être capables de le mettre en vigueur au cours des premiers mois de 1972.

Le courtage immobilier:

Notre service de courtage immobilier comptait 86 agents ou professionnels du courtage d'immeuble à la fin de 1971; cette équipe a réalisé 891 transactions d'une valeur d'au delà de \$22 millions soit une augmentation de \$7.7 millions pour les douze derniers mois.



Nos autres activités:

La progression de nos affaires dans le domaine de l'évaluation immobilière, des émissions d'obligations, de la planification successorale, du règlement de successions et de la gestion d'immeubles a été tout aussi importante que dans les autres secteurs énumérés plus haut.

LES PLACEMENTS COLLECTIFS INC.:

Notre société est co-actionnaire des Placements Collectifs Inc. avec l'Assurance-Vie Desjardins et La Sauvegarde.

P.C.I. étant une compagnie spécialisée dans le domaine de la distribution ou la vente de fonds mutuels, ses actionnaires et administrateurs ont convenu d'accroître son action dans le secteur de la distribution et de coordonner les efforts de leurs représentants avec ceux des deux compagnies d'assurance-vie; P.C.I. conserve donc non seulement son identité propre mais spécialise en plus son rôle dans la vente de ses quatre fonds mutuels: Fonds A, Fonds B, Fonds C, Fonds Spec.

Par ailleurs, les dirigeants de P.C.I. ont confié à notre société l'administration des dossiers de leurs participants et la gestion des portefeuilles de leurs quatre fonds mutuels.

De ce fait, nos effectifs se sont accrus de quelque quarante nouveaux collaborateurs: personnel de bureau, techniciens en informatique, professionnels et cadres se sont joints à nos services administratifs et à nos services financiers. Dans ce dernier secteur, notre société possède une équipe qui lui permet de rivaliser avec toute autre institution offrant des services de gestionnaires de portefeuilles et de conseillers en placement.

LE MOUVEMENT COOPÉRATIF DESJARDINS:

L'année 1971 aura été une étape importante pour le Mouvement des Caisses populaires Desjardins. Le projet de loi que l'assemblée nationale a adopté à la fin de décembre est le résultat de plusieurs années de réflexions et de recherches en vue de doter le Mouvement de structures lui permettant de jouer un rôle encore plus important dans l'avenir.

Le Mouvement des Caisses populaires Desjardins jouit d'une immense crédibilité auprès de la population du Québec de sorte qu'on nous prête de grandes responsabilités. La meilleure façon, à notre point de vue, de répondre à cette attente c'est de faire en sorte que la caisse populaire joue d'abord et avant tout son rôle de coopérative d'épargne et de crédit: il faut que la caisse devienne véritablement le centre d'où émane l'ensemble des services financiers que le Mouvement Desjardins est capable d'offrir à la population du Québec. Par ailleurs, la nouvelle loi permettra à la Fédération d'assumer pour l'ensemble du Mouvement, un véritable leadership dans le domaine économique et social.

CONCLUSION:

Nous ne saurions terminer ce rapport sans rappeler que nos progrès, nos succès sont le résultat d'un immense travail d'équipe:

- appui sans cesse croissant du Mouvement des Caisses populaires Desjardins;
- confiance de notre clientèle;
- collaboration empressée de la part de notre personnel;
- sens aigu des responsabilités de nos directeurs de succursales et des directeurs de service du siège social;
- intérêt soutenu et confiance éclairée des membres du Conseil d'administration et du Comité exécutif.

Nous rendons donc hommage à tous et leur exprimons notre vive gratitude.

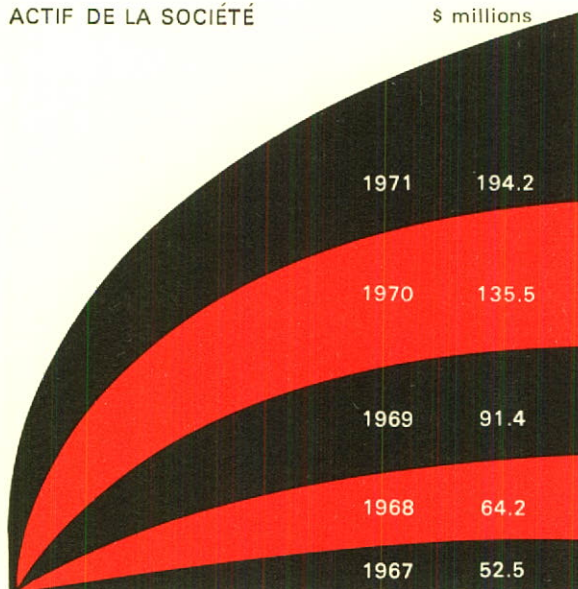
Le directeur général,



Jean-Marie Couture

ACTIF DE LA SOCIÉTÉ

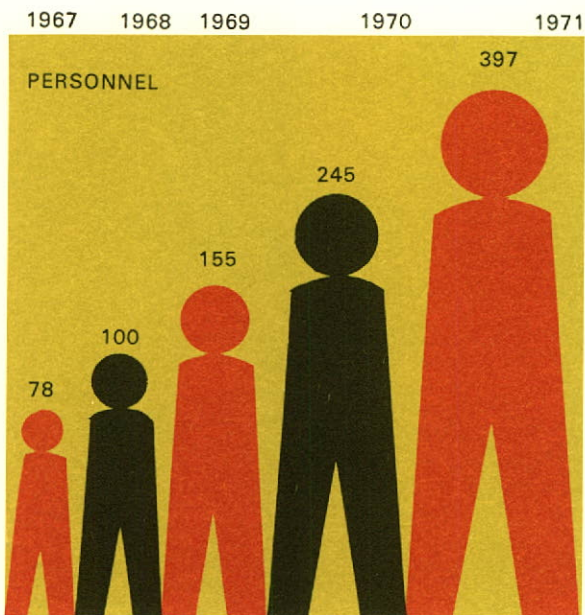
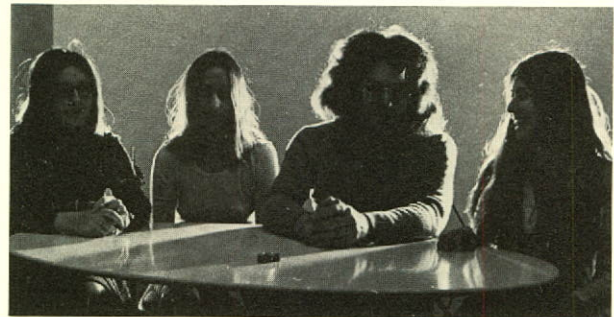
\$ millions



BIENS ADMINISTRÉS

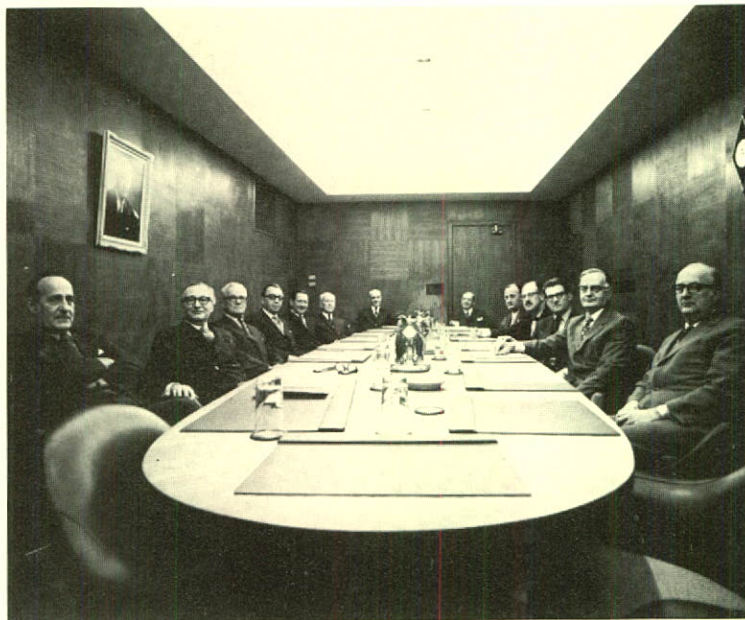
Biens en gestion à la valeur estimative
Comptes garantis et actifs de la Société

| 1971 | 1970 |
|----------------------|----------------------|
| \$425,133,831 | \$173,794,741 |
| <u>194,160,264</u> | <u>135,494,080</u> |
| <u>\$619,294,095</u> | <u>\$309,288,821</u> |



conseil d'administration et comité exécutif

Conseil d'administration



Comité exécutif

* L.-Édouard MORIER, notaire
Saint-Hyacinthe
président du conseil et du comité exécutif

* Jean-Paul LÉONARD, notaire
Montréal
1^{er} vice-président

Jean-Eudes MAGUIRE, M.D.
Gaspé
2^e vice-président

* Émile COLAS, C.R.
Montréal
secrétaire

Cyrille BÉLANGER, C.A.
Québec
trésorier

* Jean-Marie COUTURE, Adm.A.
Montréal
directeur général

Madame Louis ALLYSON
Trois-Rivières

Gustave TREMBLAY
Ouest-Québécois

Léonidas BACHAND, notaire
Sherbrooke

Victor BANVILLE, I.F.
Rimouski

* René CROTEAU
Lévis

Jean-Charles DION
Québec

Wilbrod DUFOUR, M.V.
Chicoutimi

Guy LANE
Joliette

* Michel-E. ROBILLARD, notaire
Montréal

(* Membre du comité exécutif)

comité de direction et directeurs de succursales

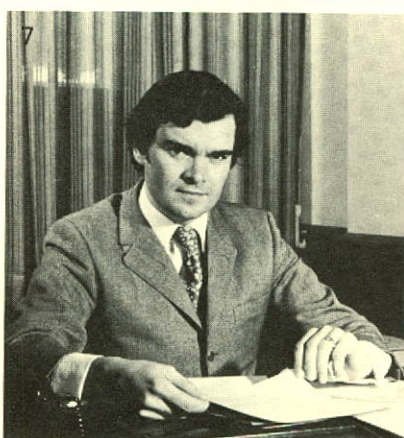
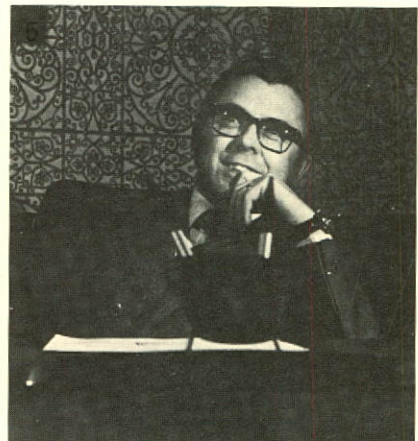


COMITÉ DE DIRECTION

- 1 — Jean-Marie COUTURE
directeur général
- 2 — Yvan DROUIN
directeur services de contrôle
- 3 — Jacques L. TREMBLAY
directeur services financiers
- 4 — Marcel ROY
directeur service du personnel
- 5 — Marcel LIZÉE
directeur gestion des succursales

DIRECTEURS DE SUCCURSALES

- 6 — Raymond REID
directeur succursale de Montréal
- 7 — Sylvain CHEVALIER
directeur succursale de Québec
- 8 — Jacques RIEL
directeur succursale de Sherbrooke



nos services

SERVICES DE PLACEMENT:

dépôts garantis
le Fonds Desjardins
garde de valeurs
conseiller et gestionnaire en placement

SERVICES FINANCIERS:

prêts hypothécaires
prêts garantis par nantissement
financements spéciaux
émissions d'obligations

SERVICES IMMOBILIERS:

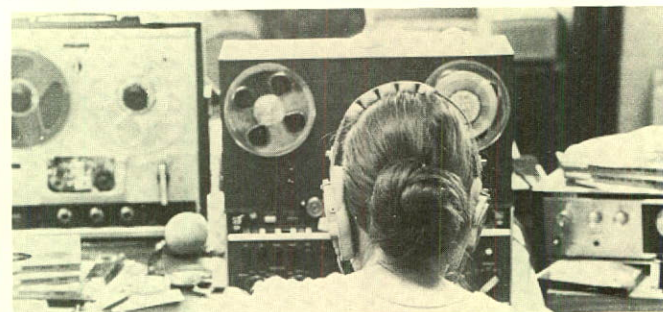
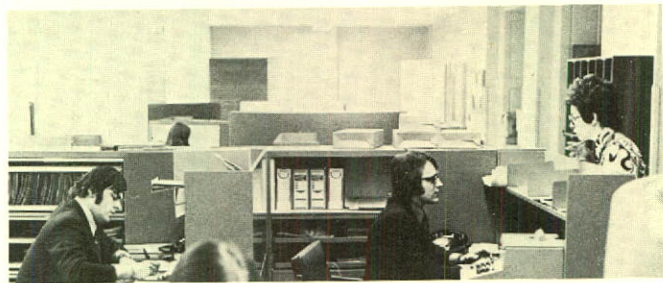
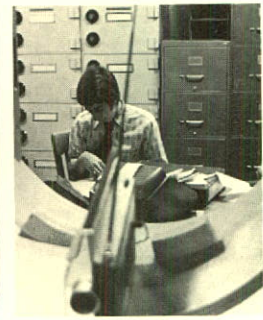
conseiller en placement immobilier
achat-vente d'immeubles
administration d'immeubles
évaluation d'immeubles
location d'immeubles
agent prête-nom

SERVICES AUX INDIVIDUS:

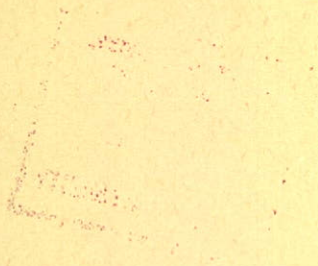
règlement de successions
planification financière et successorale
plans d'épargne-retraite
mandats spéciaux

SERVICES AUX CORPORATIONS:

régimes de rentes
tenue de registre
secrétariat d'entreprises
achat-vente et fusion d'entreprises
analyse financière
gestion intérimaire d'entreprises
mandats spéciaux (capital-actions)



PHOTOS: MINISTÈRE DU TOURISME,
DE LA CHASSE ET DE LA PÊCHE



**SOCIÉTÉ DE FIDUCIE
DU QUÉBEC**



Siège social: 511, place d'Armes,
Montréal 126, Prov. de Québec, Canada.
514-844-3766

Succursales: Montréal, 511, place d'Armes 514-844-3766
Québec, 250 ouest, Grande-Allée 418-524-4651
Sherbrooke, 1845 ouest, rue King 819-562-2606

